

16 – RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2014/2015

Groupe communiste – Robin SALECROIX, conseiller municipal

Madame le Maire, Cher-e-s collègue

Ce rapport portant sur la situation en matière de développement durable pour la période 2014/2015, soumis à notre approbation, prend une importance capitale à l'heure où la Conférence mondiale sur le climat (COP 21) va se tenir à Paris. Face aux défis des dérèglements climatiques, il y a urgence à engager le monde, notre pays et nos collectivités dans la transition énergétique, la promotion de transports propres, l'économie au service des populations et de leur environnement, la rénovation énergétique des bâtiments ainsi que le déploiement d'énergies renouvelables et décarbonnées.

Le rapport présenté fait état des engagements concrets de la ville de Nantes dans les quatre axes stratégiques de la politique publique de développement durable. Comme en attestent les multiples initiatives, les labels obtenus, notre majorité prend incontestablement ses responsabilités en la matière.

En revanche, force est de constater ce n'est pas le cas pour l'ensemble des institutions et des décideurs économiques. Rappelons que 60% des émissions de gaz à effet de serre émises depuis la révolution industrielle sont du fait direct de 90 multinationales comme Chevron, Exxon, BP, Shell etc. En cela, le groupe communiste réaffirme sa vigilance quant aux tentatives de certaines entreprises et gouvernements de prendre l'ascendant sur les négociations climatiques, pour faire avancer de fausses solutions au profit d'un pseudo « capitalisme vert » (marché carbone, géo - ingénierie, REDD etc.).

Le texte de négociation initial soumis aux débats a fort justement déclenché la colère des pays émergents qui ont dû batailler pour réintroduire le partage des efforts, l'enjeu étant que les pays riches, largement responsables des émissions de gaz à effet de serre, contribuent à financer l'aide au développement des pays les plus

vulnérables. C'est une nouvelle fois le choix de la solidarité contre celui de la concurrence qui est en question.

Dans ce contexte, la France a un rôle important à jouer pour faire avancer les positions, d'autant que la loi portant sur la Transition Énergétique, adoptée en juillet dernier a, entre autres articles, retenue le principe de la réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 avec l'objectif de les diviser par quatre en 2050, d'une diminution de moitié de la consommation énergétique finale en 2050 et d'une baisse de la part des énergies fossiles de 30 % à la même échéance.

Comment comprendre alors, qu'au prétexte de créations d'emplois, la loi Macron vient de libéraliser le transport de passagers par autocar longue distance ! Outre la concurrence déloyale engagée avec le transport du réseau ferré, qui risque de voir réduit son nombre d'usagers, à terme la disparition de lignes et donc d'emplois, jeter des autocars sur les routes renforce l'utilisation d'énergies carbonées, contribue à l'émission de gaz à effet de serre et au réchauffement climatique.

Alors que notre département fut promoteur des « Autoroutes de la Mer » avec la ligne St Nazaire/ Gironde qui visait à mettre les camions sur des bateaux, cela pose évidemment des questions de sécurité routière. Quelles contradictions avec les ambitions affichées !

Plutôt que de se contenter de répéter que « la maison brûle » sur la base des synthèses du GIEC, notre pays et l'Union Européenne, pour être à la hauteur des urgences climatiques, devraient d'abord poser publiquement le constat de l'impasse dans laquelle nous conduit le capitalisme mondialisé. Cet acte de courage politique devrait aussi s'accompagner de propositions concrètes à l'image de celles mises en avant par notre collectivité, d'abord en matière énergétique, de coopération, et en rupture avec la frénésie financière. Au-delà des querelles de chiffres, rarement suivies d'effets, il faut que la conférence de Paris sur le climat matérialise un nouveau chemin dans la politique climatique, sur lequel toute une série de gouvernements progressistes commencent à construire des alternatives au libre-échange si néfaste au climat. A la dérive climatique, la période exige plus que jamais des réponses politiques.

Je vous remercie de votre attention.